

Le budget—Mme K. Campbell

capables de relever les défis d'une économie en évolution et de répondre aux besoins d'une main-d'œuvre changeante.

Quelle tragédie ce serait si le remboursement des intérêts de la dette nous empêchait de faire face à ces défis!

Notre main-d'œuvre change d'autres façons aussi. Beaucoup d'industries canadiennes se plaignent maintenant du manque de main-d'œuvre qualifiée. C'est peut-être ma génération, la génération du baby-boom, qui a donné, à tort, l'impression que le Canada disposait d'un inépuisable réservoir de main-d'œuvre. Au contraire, nous connaissons de graves pénuries de main-d'œuvre au cours des années 1990. Nous ne pouvons déjà plus nous passer des femmes dans la population active. C'est donc avec beaucoup de regrets que le gouvernement a remis à plus tard le troisième volet de sa politique en matière de garderies. Cependant, les besoins d'aujourd'hui ne sont rien comparativement aux demandes d'aide auxquelles le gouvernement devra répondre dans 10 ou 20 ans pour permettre à un grand nombre de Canadiens de rester dans la population active.

Quelle tragédie ce serait si nous ne pouvions pas atteindre ces objectifs sociaux faute d'argent parce que le remboursement des intérêts de la dette nationale ne nous le permettrait pas.

Notre population vieillit. Je parle de ma propre génération, en particulier. La santé fiscale des Canadiens me tient à coeur parce que je suis issue de cette explosion démographique. Ma génération ne prendra pas sa retraite à 65 ans, comme les précédentes, parce qu'on aura besoin d'elle. C'est merveilleux. Nous avons déjà fourni aux travailleurs âgés de plus de 65 ans des occasions de rester au sein de la population active. Cependant, les défis que pose une population âgée sont encore largement inconnus. Nos aînés sont en meilleure santé qu'autrefois, mais nous ne savons pas encore quel effet la puissante vague du baby-boom aura sur la société canadienne quand elle aura 80 ou 90 ans.

En tout cas, monsieur le Président, je ne tiens pas à ce que les jeunes me reprochent de leur faire payer ma dette parce que je n'aurai pas eu le courage de prendre les difficiles décisions qui s'imposaient pour la réduire.

La société canadienne ne pourra relever les nombreux défis qui l'attendent si nous ne la débarrassons pas de ce poids. En agissant ainsi, nous emprunterions à nos enfants et nous ne paierions pas nos propres comptes.

Il est facile d'emprunter des générations à venir parce qu'elles n'ont pas voix au chapitre. Elles ne votent pas. C'est pourtant elles qui devront subir les conséquences de notre négligence, si nous n'agissons pas.

[Français]

Le gouvernement a donc agi. Le ministre des Finances (M. Wilson) a présenté un Budget qui contribue à édifier notre avenir plutôt qu'à l'hypothéquer. Nous réduisons nos dépenses et nous améliorons notre efficacité et nos activités. Nous demanderons aussi à tous les Canadiens de jouer un plus grand rôle dans la solution de ce problème national.

[Traduction]

Nous avons constaté la gravité du problème de la dette dès notre arrivée au pouvoir et nous avons commencé de le prendre en main. Je trouve amusants ceux qui disent en Chambre que notre campagne contre le déficit est quelque chose de nouveau, que nous n'en avons pas parlé durant la campagne électorale, que cela fait partie d'un plan secret. J'ai cherché à maintes reprises à en parler pendant la période électorale mais malheureusement, cela n'intéressait pas mes adversaires.

Des voix: Oh, oh!

Mme Campbell (Vancouver—Centre): Ce qui les intéressait, c'était le libre-échange. Nous, il y a longtemps que nous parlons du déficit. C'est depuis 1984 que nous nous y attaquons et nous allons continuer de le faire. Non seulement cherchons-nous à le reprendre en main mais nous avons réussi depuis 1984 à ramener son taux de croissance annuel de 24 p. 100 qu'il était en 1984 à moins de 10 p. 100 l'an dernier. Et malgré cela, la dette continue de grossir plus vite que le revenu national.

Il y a un fait bizarre dans le débat public qui concerne la dette nationale; c'est qu'à en croire certains, et même quelques économistes, la dette nationale ne pose pas de problème en soi. Ils prétendent que nous sommes à la fois les débiteurs et les créanciers, et qu'il n'y a donc pas de raison de nous inquiéter parce que ce que la main gauche prête va à la main droite, et que cela reste simplement des emprunts entre nous.

Selon un article publié hier dans le *Globe and Mail*, par suite de la dette nationale, nous avons consenti pour 150 milliards de placements garantis aux petites entreprises de tous les coins du pays. Mais cela ne représente que la moitié de la dette nationale.